

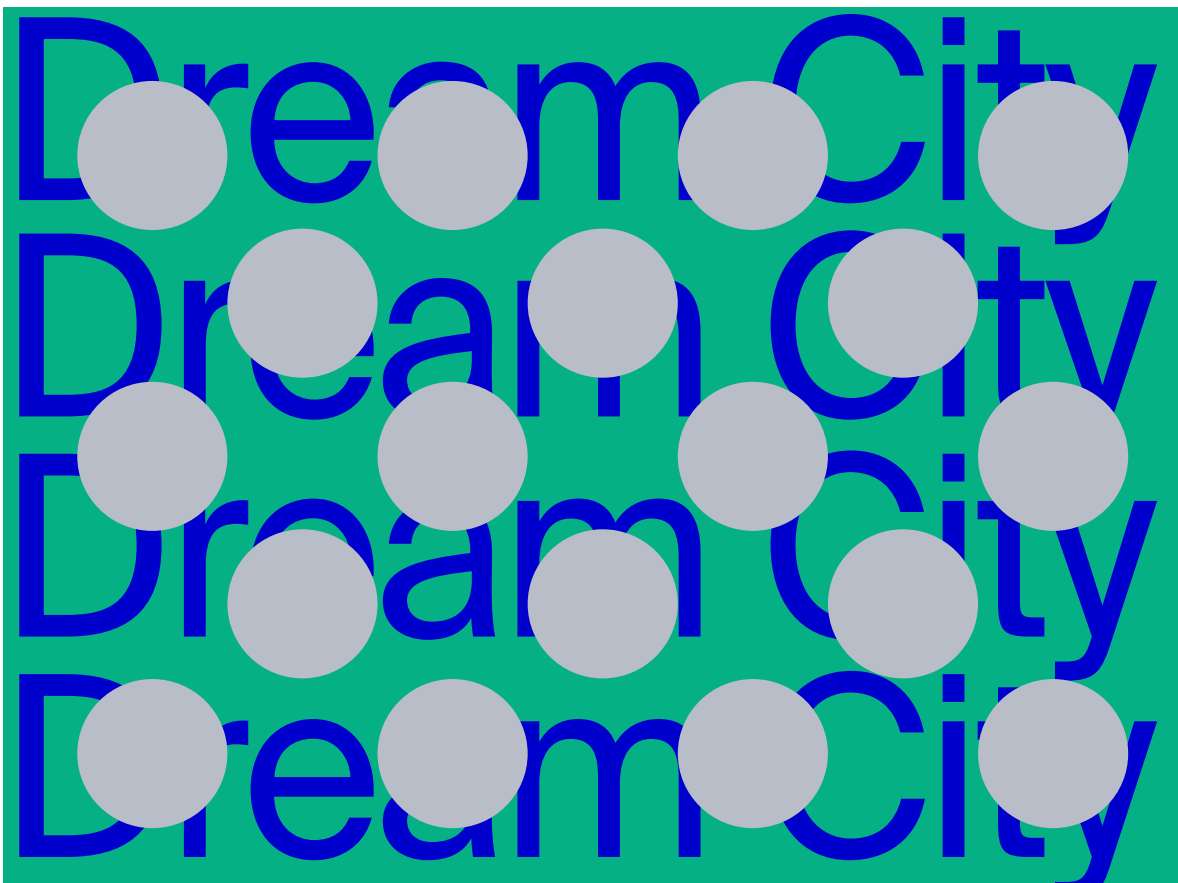
Du 22 septembre au 8 octobre 2023

Médina & centre-ville de Tunis

Rapport Ateliers de la Ville Rêvée Rapport Ateliers de la Ville Rêvée Rapport Ateliers de la Ville Rêvée

Médina & centre-ville de Tunis

L'Art Rue



L'Art Rue

Medina & Downtown Tunis

Médina & centre-ville de Tunis

From Sept 22nd to Oct 8th 2023

FER

The first part of this activity report is in French.

[Click on En to access the English part.](#)

EN

Introduction	p.07
1. Contexte général	p.10
2. Corps et mémoires d'eau : vers un plaidoyer po(é)litique	p.13
3. Une crise écologique est aussi une crise de la sensibilité : rendre visible	p.18
4. Co-construire avec/pour le peuple	p.22
5. L'urbanisme du vivant : enjeux & limites	p.25
6. Valoriser et/ou résister : la «survie» esthétique des ressources en perdition	p.29
7. Recommandations et perspectives futures	p.36
8. Conclusion	p.39

Ateliers de la Ville Rêvée

Durant cinq jours à Tunis, dix jeunes tunisien·nes actif·ves dans le domaine de la transition écologique, accompagnés par deux expert·es s'engagent ensemble au sein des Ateliers de la Ville Rêvée à croiser leurs expériences et leurs pratiques et à réfléchir autour de la justice climatique, du droit fondamental à l'accès à un environnement sain, au stress hydrique, au concept des communs et au partage équitable des ressources, à l'écologie sociale et populaire, habiter la ville de manière durable...

Le groupe tentera également d'aborder la question : « Est-ce que la crise climatique est aussi une crise de l'imaginaire ? » afin d'interroger la capacité des artistes, opérateurs culturels, penseur·ses, activistes et décideur·ses politiques et leur rôle dans la proposition d'alternatives et d'autres formes d'existence humaine. Ces Ateliers prennent appui sur trois conférences thématiques qui associent un·e artiste et un·e expert·e scientifique pour un débat ouvert aux interrogations et questionnements du public.

Dream City

Dream City est un festival pluridisciplinaire d'art dans la cité créé en 2007 et qui ensemence tous les deux ans la médina de Tunis d'œuvres issues d'un long processus de fabrication artistique. Des artistes sont invité·es à innover au niveau de leurs pratiques artistiques en créant in situ dans un rapport de proximité avec le territoire et ses habitant·es.

Dream City s'inscrit dans le paysage artistique tunisien comme un acte de

réflexion et de création autour d'une esthétique contemporaine et du rôle de l'artiste dans la société. Ces créations sont visibles lors du festival dans des lieux clos et ouverts, insolites, porteurs de vie sociale, de culture et de patrimoine.

Pour sa 9^{ème} édition, nous vous proposons de nous réunir à Tunis du 22 septembre au 8 octobre 2023 pour un temps intense et festif de création artistique et de solidarité citoyenne.

Introduction

Ce présent rapport fait l'objet d'un compte rendu synthétique reprenant sommairement les axes les plus pertinents ayant été relevés durant les trois « Ateliers de la Ville Rêvée », qui se sont déroulés dans le cadre du festival « Dream City ». Se démarquant d'une quelconque retranscription narrative des propos des différent-es intervenant-es, le contenu se veut plutôt réflexif et analytique, articulant anachroniquement les différents échanges ayant émergé du débat.

Cette initiative prolonge les réflexions de la structure L'Art Rue quant au positionnement ainsi qu'au rôle dont pourrait jouer le geste artistique dans le sillage des luttes actuelles pour le changement climatique et ses effets dévastateurs sur notre planète. Il s'agit de soulever des problématiques interrogeant de près un nouveau champ de recherches où l'activité artistique contribuerait à apporter des nouveaux éléments de réflexion aux investigations orientées vers les urgences environnementales par les temps qui courent : par quelles modalités

d'expression les artistes prennent part aux débats actuels sur le climat ? Comment les outils méthodologiques adoptés par les artistes nourrissent-ils le travail académique mutuellement ? Quelles synergies possibles pouvant réunir expert-es et artistes afin de cultiver un champ d'expérimentation créatif, fécond et à même de répondre aux exigences éthiques d'une telle crise ?

Rappelons à ce juste titre que cette initiative s'inscrit dans la continuité d'une démarche déjà entamée par L'Art Rue, et qui a été cristallisée dans les rencontres Turn, sous le signe de « La crise climatique est-elle une crise de l'imaginaire ? ». En effet, en reformulant les termes du débat de point de vue de la représentation (l'imaginaire) plutôt que de la présentation (exposition de faits actuels, urgences du présent, état de lieux de la crise), des convergences, des connexions ; soit, un « commun » possible a pris forme, où des démarches artistiques ont révélé des nouvelles formes d'exploration du sensible, apportant des couches d'analyse singu-



lières aux études académiques partagées. Incluant la projection dans un futur inéluctablement commun et appelant la responsabilité de tou·tes, le pouvoir symbolique de l'imaginaire s'est révélé une source inépuisable de possibilités créatrices nourrissant autant le·la chercheur·se académicien·ne que l'artiste, amenant l'un·e et l'autre à questionner sa part de responsabilité en sollicitant d'abord le·la citoyen·ne qu'il·elle représente.

Outre le « call to action » auquel aspire cette rencontre, l'ultime ambition visée par cette initiative consiste à provoquer l'émergence d'un réseau informel des culturel·les, artistes et académicien·nes valorisant - dans leur préoccupation - cette priorité commune pour la décennie à venir. Il en va de partager activement des connaissances, mapper les méthodologies possibles lesquelles

interrogeront par là même des réflexions sur les modes de collaborations possibles entre les artistes et les académicien·nes.

Ainsi, opérant par expérimentation collaborative, ces « collaboratoires » - comme aiment à les nommer L'Art Rue - qu'étaient ces Ateliers furent l'occasion de mettre en avant différentes démarches à travers lesquelles les artistes ont interrogé la question climatique : il a été question de méthodes innovantes de plaidoyer, de nouvelles approches immersives impliquant activement les populations locales, mais surtout l'exploration du champ de la sensibilité humaine comme condition primordiale d'éveil de la conscience écologique, sinon le vecteur de réconciliation possible avec les ressources naturelles menacées par l'hégémonie techno-industrielle.



1. Contexte général

Les conférences dans le cadre des « Ateliers de la Ville Rêvée » se sont déroulées à Dar Bayrem Turki situé à la Médina de Tunis du 02 au 06 octobre 2023, à l'occasion de la 9^{ème} édition du Festival Dream City. Organisés par L'Art Rue en coopération avec la Fondation Heinrich Böll Stiftung (Tunis) et avec le soutien de la Swedish Postcode et la fondation DROSOS, ces Ateliers ont été modérés par Adnen el Ghali, historien et urbaniste, et Professeure Raoudha Guefraj, Ingénieure hydraulique diplômée de l'Ecole Nationale des Ingénieurs de Tunis. Ces conférences se sont déroulées en parallèle à une série de workshops qui se sont étendus du 2 au 6 octobre 2023, durant lesquels dix jeunes tunisien-nes, actif-ves dans le domaine de la transition écologique et accompagné-es par deux expert-es, ont eu l'occasion de croiser leurs expériences et leurs pratiques. Ces ateliers et conférences leur servent d'appui pour nourrir leurs réflexions sur

les thématiques de la justice climatique, du droit fondamental à l'accès à un environnement sain, du stress hydrique, du concept des communs et du partage équitable des ressources, de l'écologie sociale et populaire et des moyens d'habiter la ville de manière durable.

Qui plus est, ce groupe s'est attelé à aborder l'ampleur de la crise climatique en ce qu'elle incarne intrinsèquement une certaine crise de l'imaginaire, dans l'optique de mettre à l'épreuve la capacité d'agir des artistes, mais aussi des opérateur-rices culturel-les, penseur-ses, activistes et décideur-ses politiques ; leur rôle dans la proposition d'alternatives et d'autres formes d'existence humaine.

En effet, l'idée de mettre en dialogue des artistes et des expert-es en la matière émane d'une forte conviction de L'Art Rue selon laquelle le geste artistique, examiné sous son aspect exploratoire et expéri-

mental, saurait nourrir toute étude académique se voulant comme telle, autant que celle-ci le permettrait mutuellement. C'est dire qu'abordée à travers le prisme de la représentation collective d'un futur inévitablement partagé, la contribution des artistes – fût-ce esthétique et réflexive – n'est pas sans interpeller la démarche empirique d'un-e expert-e. Les urgences sont telles, que la nécessité d'esquisser ce futur alternatif n'épargnerait aucune composante d'une éventuelle synergie qui réunirait à part égal opérateur-rices culturel-les, penseur-ses, activistes et décideur-ses politiques : une coalition écologique où les artistes auront leur rôle à jouer autant que les expert-es.

Ainsi, accompagner et mettre en avant la pratique des artistes qui puisent dans les questions du climat relève d'une pratique courante de L'Art Rue en tant que

structure, laquelle consiste à développer un répertoire/capital culturel, un corpus d'imaginaires, de pratiques, d'œuvres, de rassemblements ; soit, un commun qui a pour ambition, dans les années à venir, de mettre cette lutte au cœur des secteurs culturels et des sociétés civiles dans les contextes respectifs. Dans cette perspective, les « Ateliers de la Ville Rêvée » prolongent cette ambition cultivée par l'association depuis les rencontres Turn¹, et qui croit en l'apport qualitatif singulier que fournit la pratique artistique à un savoir académique quelconque. Il en va d'imaginer collectivement d'autres formes d'existences humaines, une tâche à laquelle les artistes, en tant que citoyen-nes, et les penseur-ses, sont non seulement impliqué-es, mais pourraient également être particulièrement des parties prenantes incontournables.

¹ Turn2 Lab#3 : Crise climatique / Crise de l'imaginaire, mai 2023, événement organisé par L'Art Rue.

2. Corps et mémoires d'eau : vers un plaidoyer po(é)litique



D'après la thèse avancée par Fairouz Slama, enseignante-chercheuse et hydrologue, la problématique de l'eau - à laquelle renvoie essentiellement le principal champ d'exploration de l'artiste Maria Lucia Cruz Correia - repose sur une mauvaise utilisation des systèmes hydriques. Faisant référence à son « récit sur l'eau », elle rappelle à cet effet des cas relativement récents en la matière comme « El-Foggara » en Lybie, le système d'assainissement dans les villes ancestrales de Tunis, etc. en montrant que la politique hydrique est indissociable des conditions de vie d'une société.

Cependant, les villes comme phénomènes urbains ont un impact considérable sur ces ressources : « 80 % des eaux usées ne sont pas traitées dans le monde, si bien que les villes ne consomment que 2% de la quantité d'eau de la planète », affirme-t-elle.

Les enjeux sont d'autant plus délicats qu'ils sont invisibles : le bâti, rajoute l'experte, a un impact considérable également sur les nappes souterraines non perceptible à l'œil nu. Alors que les ouvrages des collectes des eaux pluviales ne suffisent pas, il y a une imperméabilisation

des sols par les bâtis, ce qui ralentit le temps de l'infiltration. Dans le cas de la Tunisie, F. Slama précise que 90 % des eaux pluviales sont collectées par stations d'épurations, jugées plus efficaces. Mais cela a pour conséquences l'apparition des algues qui consomment beaucoup d'oxygène. L'experte plaide pour le manque de gestion d'eau et par là même le droit légitime d'y accéder, précisant que cette tâche est « éparpillée entre plusieurs ministères ».

Conçue comme une forme de « laboratoires participatifs », la pratique artistique de M. Cruz Correia, artiste pluridisciplinaire portugaise, exposée le premier jour des Ateliers, questionne cet état des lieux devenu de plus en plus généralisé dans le monde. En s'inscrivant dans le cadre d'une « justice réparatrice », les performances de l'artiste - et particulièrement « Un pacte avec les eaux - La mise en commun avec Sijoumi »² - consistent à imaginer ce que serait un « service pour l'environnement » - pour reprendre son expression - en procédant par un design scénographique social et immersif. Les travaux artistiques de l'artiste sont fondamentalement participatifs et immersifs, où il s'agit de faire émerger à chaque fois, avec la population locale, une « fabulation artistique » et par là tente de susciter chez eux/elles de l'empathie avec la nature.

A l'instar des expériences antérieures entamées en Equateur, une question persiste pour l'artiste dans le contexte tunisien, formulée ainsi dans le débat : « comment imaginer les droits de la nature » ?

Là encore, M. Cruz Correia ne dissocie pas cette lutte d'une crise de l'imaginaire, où il serait vital de fabriquer des nouvelles représentations, ou encore de secouer celles qui sont courantes. L'artiste s'interroge dans ce sens : comment peut-on réfléchir sur l'image poétique de la nature ? Comment cette crise de l'eau est-elle aussi une crise de la représentation de celle-ci ?

Dans le contexte tunisien - et notamment à travers ses actions artistiques entreprises en collaboration avec L'Art Rue (2020) - la particularité du travail de l'artiste consiste dans la mobilisation d'une synergie féconde composée de parties prenantes n'ayant pas forcément l'occasion de collaborer ensemble : impliquant activistes, militant-es et population locale, questionner les fondements d'une éventuelle déclaration politique autour de la situation du lac de Sijoumi reste une priorité absolue.

Les scénarios de performances conçus par l'artiste s'articulent autour de l'idée d'un « deuil écologique », à l'heure où des études avancent l'hypothèse

d'une destruction irréversible du site et ce à cause de l'eau salée de « Oued Milien ». En effet, un « protocole de réparation de la nature » peut naître selon elle en stimulant/éveillant les « douleurs » refoulées à l'échelle individuelle et collective, en sollicitant chez les participant-es l'« expérience de la perte » (de source d'eau, des ressources naturelles précieuses, etc.). Ce qu'il en ressort fait l'objet d'une boîte à outils qu'elle offre aux bénéficiaires du projet. Ainsi ces expériences immersives font l'objet de recueil de « différentes perceptions », en créant une sorte d'« écho scénographique ». Les lieux explorés deviennent un observatoire, des endroits où les personnes peuvent regarder des espèces rares voués à disparaître.

Dans les discussions suscitées par l'exposé de l'artiste, Adnen Ghali, en sa qualité de modérateur du débat, n'a pas manqué d'évoquer les contraintes et difficultés auxquelles l'artiste a dû faire face. Il en va de la manière dont les populations locales reçoivent un-e artiste étranger-e, attachées qu'elles soient à leur territoire, malgré la dégradation constatée de sa situation. A cet effet, l'artiste explique sa démarche en rappelant que la population sur place est devenue familière à une telle démarche (Elle rappelle à ce juste titre qu'un observatoire est déjà mis en place).

Sa « riposte artistique » consiste au fond à sensibiliser activement ces citoyen-nes, en impliquant les militant-es, acteur-rices de la société civile, si bien que communiquer efficacement sur cette catastrophe reste en soi un acte important vu qu'un nombre considérable de tunisien-nes ne connaissent pas encore ce site et les dangers qu'il endure depuis un bon moment.

Aussi s'est-elle posé la question de la contextualisation des outils de l'artiste spécifiquement en Tunisie, compte tenu de son expérience à l'échelle internationale. L'artiste - ayant déjà tenté une première installation hydraulique en Belgique convertie en centre culturel - dit avoir adapté sa méthodologie selon les spécificités du champ d'intervention. En l'occurrence pour le cas du lac du Sijoumi, la gestion des déchets était un facteur assez particulier, ce qui a provoqué chez l'artiste des idées d'enquêtes pour imaginer des espaces scénographiques possibles. Il s'agit, entre autres, de transformer l'image de ces déchets domestiques, essayer de créer des nouveaux narratifs avec eux/elles et faire émerger « un nouveau commencement ». Ces motivations pour développer son plaidoyer ne sont d'ailleurs pas autres que l'ambition de changer les lois localement, autant que les ONG locales tentent de le faire.

² Œuvre initiée par le Natural Contract Lab (Maria Lucia Cruz Correia, Margarida Mendes, Marine Calmet,) en collaboration avec le Réseau Enfants de la Terre, L'Association Les Amis des Oiseaux, le Podium Artistique, l'Association Al Moussanada, scénographes, militant-es et communautés locales de Sijoumi.

Yassine Turki - ingénieur et urbaniste, enseignant-chercheur à l'Institut Supérieur des Technologies de l'Environnement, de l'Urbanisme et du Bâtiment de l'Université de Carthage - lors de son intervention à propos de l'état du site, extrapole sur la situation générale de la gestion de l'espace urbain en Tunisie, en précisant que l'Etat, face à la prolifération des constructions anarchiques, adopte une politique de « laisser faire » : on intervient a posteriori « quand c'est un peu trop tard », disait-il. En effet, lors des quinze dernières années, le débit des constructions dépasse les vrais besoins des citoyen-nes. Faire face à la demande des logements serait une des solutions de gouvernance pour l'ensemble des problèmes : il rappelle que la réponse de l'Etat consiste jusque-là à créer des agences, une hyper centralisation, hyper sectorialité, rajouté à cela le poids démesuré de certains privés et la difficulté de traiter avec les réseaux informels.

En résonance à la synergie pluridisciplinaire tant revendiquée par M. Cruz Cor-

reia par le biais d'un consensus artistique, Y. Turki appelle à un continuum qui alignerait à part égale la politique, l'académique et ce qui relève de l'activisme. Ce qui revient à procéder, conformément à ces propos, par « une contamination positive ».

Le débat s'est élargi sur les enjeux internationaux d'un tel état des lieux, compte tenu du fait que les eaux souterraines sont inter-régionales et n'obéissent pas aux frontières conventionnelles. C'est le cas de l'eau souterraine parcourant l'Algérie, la Lybie et la Tunisie. Il a été donc question de la nécessité de réactualiser/ réexaminer les conventions internationales, dont l'exemple du barrage de « Sidi Salem » - rappela R. Guefraj - ne devrait pas être épargné. A l'idée de la nécessité d'un accord universel pour régler le cycle de l'eau, mais surtout de la manière de plaider, celle-ci objecte qu'il serait plus judicieux de compter sur la résistance du peuple (plutôt que les accords internationaux), et faire pression sur les pays du Nord ne serait-ce que pour négocier l'annulation de l'endettement de ces pays.



3. Une crise écologique est aussi une crise de la sensibilité : rendre visible

Sensible à la diversité des plantes ainsi qu'à leur capacité de résilience, Sabrina Issa historienne des sciences, épistémologue et logicienne, intervenue dans le deuxième jour de conférence des Ateliers érigé sous le titre de « Nature en ville et Pratiques ancestrales dans la ville », questionne la conservation des botaniques et leur adaptation en ville. Ses expérimentations scientifico-artistiques tendent à révéler que les plantes prennent le contrôle sur le climat, et que d'après des données biologiques relevées des plantes, une communication prend forme entre la ville et le milieu naturel. Attentive à ces phénomènes, le travail de l'artiste s'engage à

rendre sensible des phénomènes biologiques qui nous échappent.

L'artiste, s'émancipant du vieux paradigme cartésien prônant une « maîtrise de la nature », part plutôt d'une vision de la nature selon laquelle elle constitue d'abord « un milieu aléatoire, qui ne se maîtrise pas : c'est ce qui est », pour reprendre son expression. Le caractère éphémère de celle-ci est autant pris en compte que son aspect aléatoire. Ce qui intéresse l'artiste plus précisément, c'est les conditions d'émergence des plantes pionnières, et leur capacité de résilience.

³ Concerto pour montée de sève, Site expérimental CEFÉ-CNRS, Forêt de Puechabon, LAAB. 2017

A travers ces installations sonores récentes³, elle établit un rapport qu'elle dit « prismatique » avec les choses afin d'exposer au regard une multitude de points de vue, de dégager des formes expressives et de leur donner l'occasion de s'exprimer. Dans son aspect exploratoire, son ambition de rendre visible ce que le regard distrait a tendance à ignorer s'étend sur une traduction optique de la vision des insectes et des abeilles, où il s'agit de révéler les couleurs des fleurs qui sont destinées à la pollinisation⁴. La motivation étant principalement, selon l'artiste, la « décentralisation » de la perception humaine en la confrontant à d'autres formes de perceptions qui soient différentes de la nôtre, telles que celles des insectes.

Par ailleurs, la démarche de l'artiste ne questionne pas tant le potentiel vital et esthétique des plantes que la « continuité des milieux »⁵ : elle traduit ces phénomènes par une transposition de format, qu'elle nomme « transduction », concept selon lequel « la chose ne se perd pas, elle

nous traverse ». Il en va de déjouer l'expressivité du pigment organique et exposer ses spécificités esthétiques, comme on peut voir dans sa série de photogravure *Senecio sp* (2021)⁶.

Cette pratique a soulevé une série de questionnements, parmi lesquelles la manière dont il conviendrait de réconcilier « esthétique architecturale » et « végétalisation ».

Si cette question recoupe de près le deuxième axe des Ateliers (Nature en ville), c'est parce que l'artiste appelle à repenser un espace où il s'agit de conjuguer deux milieux vivants dans le sillage d'une approche pluridisciplinaire. Parce qu'elle nomme des « restitutions de recherche », l'artiste travaille en concertation avec le collectif LAAB⁷ - dont elle fait partie - pour effectuer le repérage et l'identification des sites. Ce sont donc les artistes qui inventent et gèrent les espaces d'art à explorer.

⁴ Ces travaux ont été exposés dans le cadre de l'Exposition Aéroport à insectes, LAAB, Domaine Départemental de Restinclières, Prades-le-lez, 2019.

⁵ A ce propos, l'artiste fait référence à l'ouvrage « Milieu animal et milieu humain » de Von Uexkull, Jakob, qui est un auteur Allemand du XIXème siècle.

⁶ Photogravure imprimée en 3 exemplaires sur papier Japonais Wenzhou, encre noir thémochrome sur papier jaune or photosensible, 15x21 cm, 35g.

⁷ Laboratoire Associatif d'Art & de Botanique.

⁸ « El Msabb » est le titre du projet artistique du Tunisien Atef Maatallah (2019) conçu et réalisé durant sa résidence à L'Art Rue, dans le cadre de Dream City 2019 à Tunis.

Autant que M. Cruz Correia, la gestion des déchets a suscité l'intérêt de l'artiste à travers le projet « El Msabb »⁸ qu'elle évoque dans son intervention. Ce projet artistique consiste à réaménager un dépôt de déchets pour le transformer en un jardin entouré de quelques fresques réalisées par l'auteur de l'initiative. La démarche croise les termes du débat en ce qu'elle suscite un questionnement sur la manière de développer un quartier d'un point de vue urbain : comment composer avec les déchets pour générer des passages ? Comment restituer la vitalité de ce lieu ?

Bien entendu, une telle démarche qui s'inscrit sous le signe de « renaturer la ville » se heurte à des enjeux liés à son implémentation dans l'espace public concerné. Dans le contexte de El Msabb, Bilel El Mekki, chargé de projet sur cette création et dramaturge à L'Art Rue, souligne la complexité de l'implémentation

d'une telle initiative que ce soit avec les autorités locales ou par rapport à la procédure liée à l'identification des propriétaires concernés. Aussi, parmi les contraintes de telles démarches figurent également leurs conditions de duplication, ou encore leur viabilité dès lors que les sources d'eau sont limitées. Comment réussir cet équilibre entre le végétal et l'urbain ? Comment assurer cette équation sans consommer beaucoup d'eau ? L'artiste rappelle que certaines plantes résistent à la sécheresse et dans les milieux désertiques, les arbres ont tendance à pousser moins vite.

En guise de conclusion, l'artiste n'hésite pas à dévoiler clairement l'impact recherché à travers ses projets artistiques : la crise écologique est selon elle inhérente à une crise de la sensibilité. « Les gens ne voient plus la biodiversité, affirme-t-elle, pour autant qu'on en parle, on ne la voit pas ! Dans ce cas-là, comment voir le futur ? ».

Ateliers de la Ville Rêvée



4. Co-construire avec/pour le peuple

La question de co-construction « avec » ou « pour » le peuple a fait l'objet d'un refrain tout le long des trois jours d'Ateliers. Un nombre important de réflexions ont été partagées par le public et les intervenant-es à ce sujet. Construire avec les peuples, nous amène à questionner quel imaginaire commun nous relie, le futur étant une projection commune, une représentation collective. En revanche, si l'objectif de cette cohabitation entre plantes et humains repose inévitablement sur la nécessité d'un savoir-faire,

quelle compétence peut-on partager avec le peuple pour entretenir les plantes ? Par quel type d'entretien continu peut-on assurer la durabilité de la cohabitation être humains/plantes ?

L'idée de la co-construction (avec/pour le peuple) n'est pas indissociable du modèle de construction adopté collectivement et qui engage le « vivre ensemble » d'une manière générale. A cet égard, deux points de vue nuancés ont été formulés autour de la construction suppo-

sée être « la plus écologique » : pendant que le premier, tenu par un des présents, plaide à en finir avec le béton en illustrant ses propos par l'expérience nomade, le second, adopté par S. Issa, considère le nomadisme comme une « une sédentarité élargie », appelant justement à dépasser ce dualisme (sédentarité/nomadisme). A ses yeux, un bâtiment doit durer et cela minimise la construction. Il y a selon elle une rigidité dans notre conception du béton : il faudra un usage concerté, et plutôt que de penser la durabilité, la permanence, bien étudier la spécificité des territoires s'avère la priorité. Ainsi, ramener de la souplesse et de la flexibilité, éviter l'unilatéralité dans le type d'exécution demeurent pour l'artiste la démarche la plus crédible.

C'est dans ce sens qu'à l'instar de la démarche adoptée par M. Cruz Correia évoquée plus haut, co-concevoir avec la communauté locale, c'est aussi diversifier les moyens d'observation, appuyer et accroître les connaissances de la communauté. C'est ce qui attribue à la pratique de l'artiste une dimension politique qui revêt l'aspect d'un plaidoyer, émergeant de la population locale⁹. Il en va de l'expérience

de l'« Agora » élaborée par l'artiste avec les gardien-nes de rivières de Portugal, et qui consiste à échanger ce savoir dans différentes rivières et créer des cycles d'apprentissages à partir des eaux.

Si les piliers de la justice environnementale restent le social, le politique et la nature, les deux artistes - aussi bien S. Issa et que M. Cruz Correia - misent sur le lien avec la communauté locale et capitalisent sur leur connaissance. Chiraz Gafseya (ONUS), de son côté, évoque la rigidité des institutions publiques à ce sujet, lesquelles n'opèrent pas dans une logique de co-construction (avec les citoyen-nes). Celle-ci affirme que la concertation avec la population locale - plus que tout quand il s'agit de réaménagement/développement de l'espace public - est primordiale pour la pérennité du projet, quitte à demander un effort de longue haleine et des procédures relativement longues. Il s'agit de faire émerger les besoins des habitant-es sans forcément adopter la posture d'expert-e, conformément à ses propos « c'est eux (la population locale) qui sont les experts (de leur environnement) ! »

⁹ Il en va de l'exemple de la « lettre avec l'argile » mise en oeuvre par M. Correia dans sa performance « Standing Waters », Tunis (2022).

5. L'urbanisme du vivant : enjeux & limites

Y. Turki, à son tour, et en écho aux propos de S. Issa et la situation actuelle de l'habitat en général, déclare : « aujourd'hui, c'est le fonctionnalisme qui a pris le dessus (...) les humains sont devenus des usagers de la ville par excellence ! ». Ce dernier situe la problématique de la ville et de la nature dans son contexte historique, pour prouver que les deux ont toujours évolué ensemble. En effet, « l'urbanisme du vivant » réside selon lui dans cette forme d'existence où s'entremêlent zone d'habitat et espaces verts. Il va même jusqu'à avancer que le déclin de certaines villes pourrait être mesuré au degré plus au moins élevé de leurs rapports avec la nature.

Dans le cas de la Tunisie, nous exposons ici quelques repères historiques - extraits de son exposé en la matière - retraçant l'évolution du rapport avec la nature

et la ville : jusqu'au XIXème siècle, il n'y avait que 12% de la population nationale qui vivait en ville, et 80 % vivait en campagne. La perception de la nature était assimilée plus comme « paysage », comme lieu de divertissement/contemplation, et les premières pratiques de marches/promenades (en ville) se faisant sur l'Avenue Habib Bourguiba. Cependant, cette activité était réservée aux étrangers : les tunisiens proprement dits n'avaient pas de rapport direct avec la nature. Pareil à Mahdia comme à Hammamet, la citadelle tournait le dos à la nature. La régression du rapport avec l'espace vert a donc commencé à avoir de l'ampleur avec la modernisation de la ville arabo-islamique, projetant d'étendre la ville jusqu'aux campagnes. Cela étant dit, le point de basculement est le suivant : le-la paysan-ne qui disposait d'un extérieur « privé », devient un-e habitant-e d'une ville où l' « extérieur



est public » : « devant sa maison » n'est plus considéré comme espace de vie commune, espace d'échange, mais plutôt la propriété du régime en place. Il en résulte une absence de perception et une appropriation de l'espace extérieur (de la maison) qui fait défaut à l'utilisateur. En guise d'exemple, le chercheur a évoqué le Belvédère ayant été percé par une route nationale, ainsi que la forêt de Radès qui a été traversée par la route intercommunale du Sud, ou encore la suppression de la coulée verte reliant Ennassr à Nahli.

Progressivement, la situation s'aggrave et devient critique : on est enclin d'augmenter la surface de l'habitat tout en gardant tels quels les éléments naturels, au point que les arbres sont percés et utilisés comme des « espaces résiduels » plutôt que parties prenantes indissociables des espaces verts. Aujourd'hui encore, le problème étant qu'on construit beaucoup plus que nos besoins. A cause d'une croissance des tissus informels et des lotisseurs clandestins, il n'y a presque plus de place pour les jardins publics. Avec la grille des équipements, gérer la coexistence ville/nature est devenue procédurale. Quant aux agences de réhabilitation, elles sont dans une logique de légitimation de leur existence (garder les salaires de leurs employé-es).

Cet état des lieux critique, rappelle Y. Turki, est dû à l'évolution du modèle social en Tunisie. Le modèle national misait

sur le caractère large de l'identité tunisienne, politique que prônait Habib Bourguiba. L'espace urbain ainsi géré par le pouvoir public a provoqué une abondance des ressources. Il faut attendre 1970 pour qu'il y ait un changement du modèle social et politique. Un système libéral s'est substitué au modèle traditionnel par la création d'organismes comme le SMIT, SPROLS, agences foncières, et qui jouissent d'une certaine indépendance, des mandats pour construire. En l'occurrence l'AFH¹⁰, précise Y. Turki, agit dans une optique de gain, elle fonctionne comme une entreprise plutôt que comme un agent commun de politique publique. Notre professeur lance la question ainsi : peut-on perpétuer les mêmes instruments dès lors que c'est le « Règlement Zneidi » qui est adopté depuis les années 60 ?

Cet état de fait a été nuancé par Salma Gharbi, architecte parmi les présentes, en évoquant le cas d'El-Menzeh comme « îlot de fraîcheur urbain » - conformément à ses propos - en ce qu'il fait l'objet d'un pourcentage assez élevé d'espaces verts contrairement au reste de la région. Adoptant la « charte d'Athènes », l'urbanisme d'El-Menzeh a selon elle réussi malgré tout à réserver un espace acceptable de végétation.

Évoquant les solutions possibles afin de faire face à cet état des lieux, le débat s'est orienté vers une discussion sur la notion de « jardin partagé » (idée

ayant émergé par la classe ouvrière européenne) et sa raison (ou pas) d'être en Tunisie, - partagée par un des présentes en guise de recommandation. Aida Robbana du PNUD, travaillant au « club Ali Belhouan », a appuyé cette idée en évo-

quant le cas des jardins potagers du roi ayant forgé le narratif du Palais « Qsar Saada », ainsi que le jardin des plantes du Belvédère. En effet, la notion d'espace où s'entremêlent public et privé apparaît selon elle comme une piste envisageable.



¹⁰ L'Agence Foncière de l'Habitation (Tunisie).



6. Valoriser et/ou résister : la « survie » esthétique des ressources en perdition

Puisant dans les ressources menacées de sa ville natale Gabès, Mohammed Amine Ben Hammouda, artiste plasticien tunisien qui vit et travaille à Gabès, tend une main salvatrice à ce qui est menacé de disparaître, par la valorisation de son potentiel esthétique. En procédant avec des matériaux comme el Halfa, Jrid (feuilles de palmiers), fibres, etc. L'artiste prône une

reconsidération de l'Oasis de Gabès - la plus menacée de toute la Méditerranée - tout en signalant le danger de l'industrie chimique qui menace les ressources de Gabès en matière de biodiversité.

Il s'agit proprement dit d'une critique du mode de vie actuel de la communauté de Gabès qui a - selon le constat fait

par l'artiste - subit un changement radical depuis les années 1970. L'objet de la lutte étant pour M. Amine Ben Hammouda la politique de l'Etat en la matière et le système. La culture oasienne est perçue selon lui comme un laboratoire abritant des nouvelles pistes de recherches et de réflexion, cherchant à impliquer politiquement les institutions publiques dans un état des lieux critique. A travers ses recherches artistiques, l'artiste donne à voir poétiquement les spécificités des ressources végétales de chaque région du Sud (comme la soie végétale, les feuilles de palmier, halfa, etc.), si précieuses pour la production agricole nationale. Le culte esthétique de l'autosuffisance, et la valorisation des ressources locales sont ainsi les socles de son travail.

Les réactions du public portaient sur l'inexplicable passivité de l'Etat vis-à-vis de l'urgence d'une telle situation, sachant que beaucoup de dossiers de plaintes ont été déposés à l'IVD (Gabès), sans retour des autorités concernées. Une des questions consistait aussi à se demander si l'Etat se préparait à l'« après phosphate ». Ce fut l'occasion pour l'artiste pour affiner ses propos concernant le message de protestation que véhicule son travail : il s'agit pour lui d'appeler les usines à respecter les normes et les droits sanitaires et sécuritaires des ouvriers. Face à une situation de « normalisation collective » avec la situation, le plus prioritaire reste à ses yeux la sensibilisation et l'appel à la mobilisation massive.

Les propos de R. Guefraj à ce sujet sont venus appuyer ceux de l'artiste, déclarant que c'est la pollution qui est le problème principal de Gabès. En effet, elle rappelle à ce titre que les projets de l'Etat depuis 2012 - par rapport à la stratégie de protection du littoral aux changements climatiques - sont fondés sur des plaidoyers mal formulés : les initiatives entreprises dans ce sens sont malheureusement extrêmement lentes et n'aboutissent donc pas. C'est qu'il y a d'entrée de jeu des temporalités d'actions différentes : entre celles des citoyen·nes, de l'Etat et de la nature, harmoniser le tout relève toujours d'une équation complexe.

Il était aussi question, dans cet axe du débat, de la gestion du phosphogypse et dont on devrait, toujours selon R. Guefraj, limiter la production. Le problème est compliqué : le phosphogypse est jeté dans l'eau, ce qui produit une sédimentation, laquelle est une matière radioactive. Cette substance est toxique et contamine l'air, ce qui nuit à l'écosystème de biodiversité du golfe qui est pourtant exceptionnelle de tout point de vue. Le dessalement n'est pas selon elle la solution, mais plutôt un des aspects du problème.

Aymen Amaied, chercheur associé à l'Initiative de réforme arabe, aborde à son tour la question de la souveraineté alimentaire en la confrontant aux questions environnementales et écologique débattues tout le long des Ateliers, en mettant le focus sur l'accès aux ressources locales.

Entre « sécurité » et « souveraineté » alimentaire, il y a lieu selon lui à noter une certaine nuance. A ses yeux, l'origine de la crise actuelle est principalement la résultante du système économique actuel tel qu'adopté en Tunisie. La cause principale étant que notre système de production actuel s'est détourné des pratiques ancestrales pour s'orienter vers le marché mondial (capitaliste). Jusque-là, l'agriculture demeure en Tunisie selon lui « un moyen pour gain économique », à l'heure où paradoxalement, le pourcentage le plus élevé de production est assurée par les adeptes de la petite agriculture. Compte tenu de cette situation critique, l'expert prône un regain d'intérêt pour les semences locales qui restent reproductibles, productives et bien adaptées au climat tunisien.

A. Amaied rappelle les origines de la propagation des semences hybrides, ayant fait l'objet, pour les agriculteur-rices de l'époque, d'une offre attractive, alors qu'ils ignoraient ses spécificités. Sous couvert de meilleure productivité, les agriculteur-rices ont découvert après coup le manque d'adaptation de ces semences au climat tunisien mais surtout l'impossibilité de leur reproductivité : c'est ainsi qu'une dépendance aux semences hybrides s'est créée, notamment par le recours aux traitements et aux pesticides qui venaient combler ce manque. Revenir vers les semences locales détenues par les « petites agricultures » est donc vitale

selon l'expert puisque les messages génétiques de celles-ci s'adaptent même à la sécheresse.

S'éclaircit alors la divergence implicite qui sépare les deux notions de « sécurité alimentaire » et de « souveraineté alimentaire » que A. Amaied voudrait élucider. En effet, si le premier prétend satisfaire le besoin des citoyen·nes par l'importation (donc entrée de la devise), le second consiste à aller plutôt vers une optique de production du blé local, et qui, une fois bien développé, nous dispense du fait d'importer. Le concept de l'« autosuffisance » serait donc, selon notre intervenant, synonyme d'un « respect des ressources », conduisant forcément à raccourcir les circuits de productions. Priorisant dans sa vision les générations futures, et appelant à s'émanciper du présentisme propre à tout esprit mercantile fondé sur la satisfaction immédiate, l'expert ne s'éloigne guère de la démarche artistique de M. Amine Ben Hammouda, où la valorisation/entretien esthétique de la rareté de certains matériaux naturels demeure la préoccupation première¹¹.

R. Ghofraj nuance à son tour ces propos en en dégageant les risques et les limites. En effet, celle-ci considère que l'utilisation des semences locales admet des limites, étant donné que les céréales demandent une quantité considérable d'eau pluviale, facteur à risque par les temps qui courent (facteur à même de provoquer également

¹¹ Référence faite à son projet « Raghata, le chemin vers la soie », 2022_2023.

l'augmentation du prix du blé). En revanche, il y a une piste envisageable si la politique agricole s'oriente vers l'irrigation pour les semences. Poursuivant avec les semences autochtones, R. Ghofraj précise que la productivité de celle-ci reste relativement faible, mais capable de s'adapter aux changements climatiques. La question reste aussi celle de la gestion de la demande : c'est à se demander dans quelle mesure on peut couvrir les besoins de la population actuelle. La discussion s'est élargie grâce à une intervention d'une des présentes, et dont l'alternative serait, selon elle, une adaptabilité de la politique nationale à plus d'un modèle économique ; soit, un mixte de « sécurité » et « souveraineté », veillant à ce que la seconde ne bloque pas l'échange et l'ouverture avec les pays partenaires.

Un point de vue de la crise agroalimentaire a été donné par Haithem Guesmi, chercheur en Politique Rurale et lutte Paysane et actif au sein de l'Observatoire de la Souveraineté Alimentaire, et dont la thèse consiste à dire que la crise serait plutôt celle de la reproduction (plutôt que de la production). A ses yeux, la politique nationale a trop investi sur la production en oubliant la reproduction, et ce à cause d'un modèle « productiviste ». On oublie souvent, selon lui : « les terres doivent rester utilisables après la production ».

Poussant encore plus loin l'idée de revenir aux techniques agricoles ancestrales évoquées par A. Amied, celui-ci précise qu'il n'est pas seulement question d'« un retour dans le temps » mais un retour aussi dans l'espace même (comment protéger la terre pour qu'elle soit réutilisable ?). Ce qui d'ailleurs reste problématique à ses yeux dans la politique actuelle, c'est l'absence de campagnes de sensibilisation : aujourd'hui, l'agriculture n'est pas assez soutenue par l'Etat, et les initiatives de planter du blé sont le plus souvent vouées à l'échec. C'est dire que la main d'œuvre, l'énergie, sont aussi avec l'eau, des facteurs de production agricole à prendre en compte.

L'intervention de Anissa Sfayhi, océanographe et consultante en environnement, vient apporter un éclairage technique supplémentaire sur les standards internationaux, les droits et les devoirs des prêteurs en termes de protection de l'environnement. En effet, quand il s'agit d'un projet de développement urbain ou autres, une étude d'impact (Avant, pendant, et après le projet), selon un plan ISMS est ainsi exigé par les expertes. Des exemples de paramètres ont été cités comme : s'assurer de la protection de l'environnement, que des enfants ne sont pas exploités, sûreté de la communauté,

port de casques et chaussures appropriés et modalités de prise en charge d'éventuel accident, éviter tout un impact sur la population autour, éviter l'afflux de la population dans les villes, freiner l'urbanisation galopante, etc. Ainsi, selon les règles du PGES¹² que A. Sfayhi a pris la peine de rappeler, la conservation de la nature dans les projets de développement relève d'une réglementation internationale.

La ville de Singapour a été prise comme exemple de smart city : en adaptant les fonctionnalités de l'espace public aux flux des usageres, la ville optimise ses ressources en énergie. Cela se traduit par les routes urbaines, des feux qui s'adaptent au nombre des voitures, un dispatching des lits des hôpitaux par zone, le green transport, la disponibilité des pistes cyclables et des trains pour désengorger la ville, etc. Aussi A. Sfayhi utilise-t-elle cet exemple pour rappeler les fondements écologiques de l'économie circulaire : opter pour les matériaux locaux afin d'assurer la durabilité.

Cependant, la question de savoir comment mettre en œuvre ces projets smart dans des villes existantes n'a pas manqué d'interpeler certaines présentes comme Max Agel, chercheur en histoire. En réponse à ces interrogations, A. Sfayhi

préconise la collecte de données comme étape indispensable pour une telle entreprise, si bien qu'il suffirait de capitaliser sur des recherches doctorales déjà élaborées dans ce sens. Il serait donc question de disponibilités de données, mais aussi de sécurisation de réseaux, et de technologie assurant la communication entre les administrations.

L'experte situe la communication entre l'Etat et la population locale au cœur de ses enjeux, applicable même selon elle pour le cas de la situation critique que traverse en ce moment Gabès : il faudra trouver la bonne synergie entre les personnes, étant donné que l'expertise technique est déjà existante. Par ailleurs, A. Sfayhi, croyant fortement en la gouvernance et le rôle fondamental que la politique nationale doit jouer, considère, que pour le cas de la redistribution des terres, il faudra respecter les étapes nécessaires : commencer à travailler avec les agriculteur-rices et les accompagner, commencer par introduire les semences dans les cahiers de charge, assurer un suivi assidu de la production, mais surtout trouver une stratégie pour motiver des personnes à faire de l'agriculture. L'Etat doit jouer à ses yeux son rôle de facilitateur, faisant que des micro-actions puissent être facilement duplicables.

¹² L'élaboration du plan de gestion environnementale et sociale (PGES) permet d'orienter les activités du projet de manière à ce que les questions environnementales et sociales soient systématiquement prises en compte et gérées dans toutes les activités mises en œuvre.



7. Recommandations et perspectives futures

Adnen El Ghali, commentant les inondations dévastatrices ayant connu la Lybie au mois de septembre dernier, s'adressait aux intervenant-es par la question suivante : « quelles solutions existent à notre échelle quelle qu'elle soit, à l'heure où les catastrophes globales provoquent des conséquences, qui, elles, seraient plutôt locales ? » En effet, par cette tension du « macro » (politiques, inter régionales, économiques, etc.) et du « micro » (réduction des ressources, nécessité de savoir-faire préalables, etc.), et qui régit l'ensemble des réflexions jusque-là exposées, un nombre considérable de recommandations ont été formulées durant les Ateliers, et que nous regroupons ainsi :

→ Compte tenu de la donnée écologique fixe selon laquelle il y a un cycle de l'eau mondial (et selon laquelle c'est la même quantité d'eau qui est la même sur la planète depuis toujours), il faudra faire face aux problèmes de sécheresse et d'inondations démesurées par un réseautage impliquant tous les pays du monde. Dans cette perspective, en l'occurrence l'« Accord de Paris (2015) », admet des limites, car aucun pays ne pourra faire face à cette crise en tant qu'entité indépendante du reste du monde.

→ Commencer par des micro-actions, les tester et par la suite étudier les conditions de leur duplication.

→ Les « solutions basées sur la nature » (NBS) sont importantes à adopter en ce qu'elles augmentent la résilience de notre ville. Afin de parvenir à faire des économies d'eau, il faudra une production agroalimentaire selon les normes de l'agro-écologie et surtout qui soient adaptées aux besoins des citoyen-nés. Il faudra par ailleurs accompagner les agriculteur-rices, repenser la carte agricole, réduire les puits illicites, faire de la gestion intégrée, décentraliser les gestions de l'eau dans le secteur du tourisme, appliquer la loi en vigueur. Parmi les solutions concrètes de NBS nous citons : la création des marées artificielles, plantées de roseaux, filtrer l'eau et la traiter d'une manière naturelle (expérience à Charfeh à Sidi Thabet), donner le droit à l'assainissement de l'eau sans compromettre l'énergie, renaturer les ouvrages, les routes absorbantes, déboutonner les trottoirs de façons, multiplier la toiture végétalisée, restaurer nos zones humides etc.

→ Il faudra inspecter et entretenir régulièrement les barrages et faire les vidanges de fonds (dans le contexte tunisien). La nécessité d'une telle démarche s'est révélée étant donné le vandalisme

ayant eu lieu durant la période après 2011, quand il a été question du projet de remplacement du barrage, causé par un problème de gouvernance (le cas de la Lybie qui était à l'époque une zone de conflit / la Turquie qui s'est désengagée sans présenter de raisons claires).

→ Une Institution des Protections de l'Eau gagnerait à voir le jour dans un pays comme la Tunisie où la sécheresse persiste depuis trois années consécutives.

→ Développer l'idée d'un espace public polysémique, questionnant la manière avec laquelle les gens vivent et interagissent ensemble. Il en va de recréer de nouveaux relationnels dans l'espace public, incluant les notions de « voisinage », « proximité », etc. Ainsi, nouer des nouveaux espaces d'échanges sociaux donnerait lieu à des nouvelles façons de vivre ensemble.

→ Développer des nouveaux modes de communication qui soient efficaces entre les différents organismes et administrations, incluant la collaboration bilatérale entre les institutions/agences publiques entre elles.

8. Conclusion

Compte tenu des différentes réflexions venant d'être exposées, la synergie réunissant d'un côté, le geste artistique, et de l'autre, l'approche quantitative et empirique des expert-es et académicien-nes présent-es ne fait qu'appuyer la véracité des hypothèses émises en amont à l'égard d'une telle collaboration : le débat n'a pas manqué de susciter une prise de conscience encourageant des actions communes en réponse aux défis posés par les changements climatiques.

La démarche artistique, pour autant qu'elle soit subjective, opère subtilement dans un champ où interfèrent la conscience locale et celle qui relève du globale, tissant ainsi des connexions inattendues entre elles. En effet, les artistes contribuent à traduire une forme singulière de sensibilisation aux enjeux

environnementaux à l'échelle locale tout en soulignant leur pertinence globale, favorisant par là même une appréhension mondiale sur les problèmes locaux. Ainsi, face à des urgences qui sollicitent nos gestes les plus infimes au quotidien, les artistes préoccupé-es par les enjeux climatiques et environnementaux exercent une influence culturelle en créant des œuvres qui façonnent les attitudes et les comportements envers l'environnement. Intégrant des perspectives artistiques et scientifiques, ces dialogues interdisciplinaires ont conduit à des approches et visions approfondies, rajoutant une dimension exploratrice nouvelle aux démarches académiques.

Les installations sonores ainsi que les photogravures partagées par S. Issa ne soulignent pas autre chose : combi-



nant les connaissances artistiques et académiques, l'éveil des consciences se montre indissociable d'un certain éveil de la sensibilité humaine. Par ailleurs, ne serait-ce que du point de vue de la diffusion publique des connaissances elles-mêmes, les artistes sont susceptibles de contribuer à communiquer les enjeux environnementaux de manière émotionnelle et psycho-affective, permettant aux expert-es d'élargir leur spectre d'action et aborder les problèmes avec une conscience sensorielle et esthétique. Ainsi a-t-il été question de rendre compte, notamment à travers les travaux de M. A. Ben Hammouda, d'une narration visuelle singulière relatant avec pertinence les phénomènes complexes liés aux urgences environnementales. Mettant en avant une esthétisation réflexive des ressources locales (spécifique à la région de Gabès) en perte, ces œuvres sont dotées d'un esprit critique lié à la gestion des urgences environnementales locales, encourageant ainsi la réflexion citoyenne et politique.

Aussi, à examiner de près les performances de M. Cruz Correia, il en va de

penser autrement les modalités d'implication des populations locales par rapport aux problèmes environnementaux liés à leur environnement de vie. Par leurs approches immersives affranchies de tout solutionnisme, les artistes procédant ainsi abordent avec un esprit d'expérimentation attractif les engagements climatiques, sollicitant ainsi l'éducation écologique et la responsabilisation collective au quotidien. Proposant des outils à même de favoriser une appropriation affective de l'espace public, les artistes peuvent inspirer et mobiliser les individus à travers des solutions créatives co-conçues, encourageant une participation active et des changements de comportements.

Au demeurant, la combinaison de la rigueur scientifique des expert-es avec la créativité des artistes conduit à des perspectives novatrices et à une sensibilisation accrue aux défis environnementaux. Dans cette perspective, les « Ateliers de de Ville Rêvée » ont fait l'objet d'un véritable dialogue interdisciplinaire qui transcende les frontières entre l'art et la science, permettant une compréhension plus holistique des enjeux environnementaux.

Ateliers de la Ville Rêvée



Les Ateliers de la Ville Rêvée sont organisés par
L'Art Rue

L'Art Rue
الشارع فن

En coopération avec
la Fondation Heinrich Boll Stiftung (Tunis)

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
TUNISIE

Avec le soutien de
la Swedish Postcode et la Fondation DROSOS



drosos (...)

L'Art Rue
40, rue Kouttab Louzir
1000 médina de Tunis
www.lartue.org
@lartruetunisie
communication@lartue.org

Facebook: @LArtRueTunisie
Instagram: @lartruetunisie
Twitter: @LArtRueTunisie
Youtube: @L'Art Rue
Linkedin: @L'Art Rue - الشارع فن

Rapport élaboré par
Hedi Khilil

Aisha Zaied
et Mariem Ketiti
Traduction

Atelier Baudelaire
et Arp is Arp studio
Création graphique
(Camille Baudelaire
et Dimitri Charrel)

Abd El Kader Bouderbala
Réalisation graphique

Crédits photographiques
© Pol Guillard
(p. 6, 9, 12, 17, 21, 24,
27, 28, 34, 35, 38, 41)

EN

[La deuxième partie de ce rapport d'activité est en Anglais.](#)

[Cliquez sur FR pour accéder à la partie en Français.](#)

FR

Introduction	p.51
1. General Context	p.54
2. Bodies and Memories of Water: Toward a Po(e)litical Advocacy	p.57
3. An Ecological Crisis is also a Crisis of Sensitivity: Providing Visibility	p.62
4. Co-building with/for the People	p.66
5. The Urbanism of the Living: Challenges & Limits	p.69
6. Valuing and/or Resisting: The Aesthetic «Survival» of Resources in Peril	p.73
7. Recommendations and Future Perspectives	p.80
8. Conclusion	p.83

Ateliers de la Ville Rêvée

During five days in Tunis, ten young Tunisian activists in the field of ecological transition accompanied by two experts met up for Les Ateliers de la Ville Rêvée to share their experiences and practices and to reflect on climate justice, the fundamental right to access to a healthy environment, hydric stress, the concept of commons, and equitable sharing of resources, social and popular ecology, and living in the city in a sustainable way.

The group addressed the question: « Is the climate crisis also a crisis of the imagination? » This was done to evaluate the capacity of artists, cultural operators, thinkers, activists, and political decision-makers and their role in suggesting alternatives and other forms of human existence. These workshops were based on three thematic conferences that brought together an artist and a scientific expert for a public debate open to questions and queries from the audience.

Dream City

Dream City is a multidisciplinary festival of art in the city created in 2007, which takes place every two years in the medina of Tunis with works resulting from a long process of artistic creation. Artists are invited to innovate in their artistic practices by creating in situ, in proximity with the territory and its inhabitants.

Dream City is part of the Tunisian artistic landscape as an act of reflection and

creation around a contemporary aesthetic and the role of artists in society. These creations are visible during the festival in closed and open venues, unique, bearers of social life, culture and heritage.

For its 9th edition, we invite you to meet in Tunis from September 22 to October 8, 2023, for a joyful and festive time of artistic creation and citizen solidarity.

Introduction



This report provides a concise overview, summarizing the most relevant aspects observed during the three « Ateliers de la Ville Rêvée », which took place within the framework of Dream City festival. Differentiating itself from a straightforward narrative transcription of the statements made by various participants, the content aims to be reflective and analytical, anachronistically weaving together the different exchanges that emerged from the discussions.

This initiative extends a questioning of L'Art Rue regarding the positioning and role that artistic gestures could play in the current struggles for climate change and its devastating effects on our planet. It aims to raise issues that closely examine a new field of research where artistic activity contributes new elements to reflections on environmental emergencies: How do artists express themselves in current climate debates? How do the methodological tools adopted by artists mutually contribute to academic work? What possible synergies could bring to

creative, fertile field of experimentation that meets the ethical demands of such a crisis?

gather experts and artists to cultivate a creative, fertile field of experimentation that meets the ethical demands of such a crisis? It is worth noting that this initiative is a continuation of a process already initiated by L'Art Rue, crystallized in the Turn encounters under the theme «Is the climate crisis a crisis of the imagination?» By reframing the debate from the perspective of representation (the imaginary) rather than presentation (exhibition of current facts, present urgencies, crisis status), convergences and connections, a possible «common» has taken shape. Artistic approaches have revealed new forms of exploration of the sensible, adding unique layers of analysis to shared academic studies. Including the projection into an inevitably common future and calling for the responsibility of all, the symbolic power of the imagination has proven to be an endless source of creative possibilities, nourishing both the academic researcher and the artist and prompting each to question their share of responsibility by first appealing to the citizen they represent.

Beyond the «call to action» that this gathering aspires to, the ultimate ambition of this initiative is to provoke the emergence of an informal network of cultural, artistic, and academic actors who value this common priority for the coming decade in their concerns. It involves actively sharing knowledge, mapping possible methodologies that will, in turn, question reflections on possible collaborations between artists and academics.

Thus, operating through collaborative experimentation, these «collabo-

ratories» – as L'Art Rue likes to call them – these workshops were an opportunity to highlight different approaches through which artists have addressed the climate issue. There were discussions of innovative advocacy methods, new immersive approaches actively involving local populations, and, above all, the exploration of the field of human sensitivity as a fundamental condition for awakening ecological consciousness, if not the possible vector for reconciliation with natural resources threatened by techno-industrial hegemony.



1. General Context

The conferences within the framework of the « Ateliers de la Ville Rêvée » took place at Dar Bayrem Turki, located in the Medina of Tunis from October 2nd to 6th, 2023, as part of the 9th edition of Dream City Festival. Organized by L'Art Rue in collaboration with the Heinrich Böll Stiftung (Tunis) and with the support of the Swedish Postcode and the DROSOS Foundation, these workshops were moderated by historian and urban planner Adnan el Ghali, and Professor Raoudha Guefraj, a hydraulic engineer graduated from the National School of Engineers of Tunis. These conferences ran parallel to a series of workshops from October 2nd to 6th, 2023, during which ten young Tunisians, actively engaged in the field of ecological transition and accompanied by two experts, had the opportunity to share their experiences and practices. These workshops and conferences serve as a support for them to enrich their reflections on themes such as climate justice,

the fundamental right to access a healthy environment, water stress, the concept of commons and equitable resource sharing, social and popular ecology, and sustainable urban living.

Furthermore, this group endeavored to address the magnitude of the climate crisis, inherently embodying a certain crisis of imagination. The goal was to test the capacity for action of artists, as well as cultural operators, thinkers, activists, and policymakers, and their role in proposing alternatives and other forms of human existence.

Indeed, the idea of bringing together artists and experts stems from L'Art Rue's strong conviction that the artistic gesture, examined in its exploratory and experimental aspect, can enrich any academic study that aspires to be so, as much as the latter would allow it mutually. Explored through the lens of the collective repre-

sentation of an inevitably shared future, the contribution of artists – whether aesthetic or reflective – does not fail to challenge the empirical approach of an expert. Urgencies are such that the necessity of outlining this alternative future would spare no component of a potential synergy that would bring together cultural operators, thinkers, activists, and policymakers on equal terms: an ecological coalition where artists have a role to play as much as experts.

Thus, supporting and highlighting the practices of artists delving into climate-related issues is a common practice for L'Art Rue as an organization.

It involves developing a repertoire/cultural capital, a corpus of imaginaries, practices, works, gatherings; in other words, a commonality that aims, in the years to come, to place this struggle at the heart of cultural sectors and civil societies in their respective contexts. In this perspective, the Workshops of the Dreamt City extend this ambition cultivated by the association since the Turn¹ meetings, believing in the unique qualitative contribution that artistic practice provides to any academic knowledge. It is about collectively imagining other forms of human existence, a task in which artists, as citizens, and thinkers are not only involved but could also be indispensable stakeholders.

¹Turn2 Lab#3 : Is the climate crisis also a crisis of Imagination?, event organized by L'Art Rue in May 2023

2. Bodies and Memories of Water: Toward a Po(e)litical Advocacy



According to the thesis put forward by Fairouz Slama, teacher-researcher and hydrologist, the water issue, essentially addressed in the main field of exploration by artist Maria Lucia Cruz Correia, revolves around the improper use of water systems. Referring to her «water narrative,» she recalls recent cases such as «El-Foggara» in Libya, the sanitation system in the ancient cities of Tunis, etc., highlighting that water policy is inseparable from the living conditions of a society. However, cities, as urban phenomena, have a significant impact on these resources: «80% of wastewater is untreated worldwide, so cities only consume 2% of the planet's water,» she asserts.

The stakes are all the more delicate as they are invisible: the built environment, adds the expert, also has a considerable impact on underground aquifers, imperceptible to the naked eye. While rainwater collection systems are insufficient, there is impermeabilization of the soil by buildings, slowing down the infiltration time. In the case of Tunisia, F. Slama specifies that 90% of rainwater is collected by purification stations, considered more effective. However, this leads to the appearance of algae that consume a lot of oxygen. The expert advocates for the lack of water management and, by extension, the legitimate right to access it, specifying that this task is «scattered among several ministries.»

Conceived as a form of «participatory laboratories,» the artistic practice of M. Correia, a Portuguese multidisciplinary artist, exhibited on the first day of the workshops, questions this increasingly generalized situation worldwide. Framed within the scope of «restorative justice,» the artist's performances—especially «A Pact with the Waters - Commoning with Sijoumi»²—aim to imagine what an «environmental service» would be, using social and immersive scenographic design. The artist's works are fundamentally participatory and immersive, aiming to bring out, each time with the local population, an «artistic fabulation» and thereby seek to evoke empathy with nature.

Similar to previous experiences in Ecuador, a question persists for the artist within the Tunisian context, formulated as follows in the debate: «how to imagine the rights of nature»? Here again, M. Correia does not separate this struggle from a crisis of imagination, where it is vital to create new representations or shake up those that are commonplace. The artist questions in this regard: how can we reflect on the poetic image of nature? How is this water crisis also a crisis of its representation?

In the Tunisian context, especially through her artistic actions undertaken in collaboration with L'Art Rue (2020), the uniqueness of the artist's work lies in mobilizing a fruitful synergy composed of stakeholders who do not necessarily have the opportunity to collaborate together: involving activists, militants, and the local population, questioning the foundations of a possible political declaration about the situation of Lake Sijoumi remains a top priority.

The performance scenarios designed by the artist revolve around the idea of «ecological mourning,» at a time when studies hypothesize irreversible destruction of the site due to the salty water of «Oued Milien.» Indeed, a «protocol for the repair of nature» can emerge, she believes, by stimulating/awakening the repressed «pain» on an individual and collective scale, eliciting in the participants the «experience of loss» (of a water source, precious natural resources, etc.). The resulting insights are compiled into a toolbox offered to the project beneficiaries. Thus, these immersive experiences are the subject of gathering «different perceptions,» creating a kind of «scenographic echo.» The explored

locations become observatory, places where people can observe rare species destined to disappear.

In the discussions prompted by the artist's presentation, Adnan Ghali, in his role as moderator, did not fail to mention the constraints and difficulties the artist had to face. This includes how local populations perceive a foreign artist, attached as they are to their territory, despite its observed degradation. In this regard, the artist explains her approach by noting that the local population has become familiar with such an approach (she rightly points out that an observatory is already in place). Her «artistic response» fundamentally involves actively raising awareness among citizens, involving activists and civil society actors, given that effectively communicating about this catastrophe is an important act, as a considerable number of Tunisians are still unaware of this site and the dangers it has been facing for some time.

She also raised the question of contextualizing the artist's tools, specifically in Tunisia, considering her international experience. The artist, having already attempted an initial hydraulic installation in Belgium converted into a cultural center, said she adapted her methodology according to the specificities of the intervention

field. In the case of Lake Sijoumi, waste management was a quite particular factor, which prompted the artist to conceive investigations to imagine possible scenographic spaces. This includes transforming the image of domestic waste, trying to create new narratives with them, and start «a new beginning.» These motivations to develop her advocacy are also no different from the ambition to change laws locally, as local NGOs attempt to do.

Yassine Turki, engineer and urban planner, researcher at the Higher Institute of Environmental Technologies, Urbanism and Building at the University of Carthage, extrapolates on the general situation of urban space management in Tunisia during his intervention on the state of the site. He specifies that the state, faced with the proliferation of anarchic constructions, adopts a «let it be» policy: intervention occurs afterwards, «when it's a little too late,» he said. Indeed, over the past fifteen years, the pace of construction has exceeded the real needs of citizens. Meeting the demand for housing would be one of the governance solutions for all problems. He recalls that the state's response so far has been to create agencies, hyper-centralization, hyper-sectoriality, adding to that the disproportionate weight of certain private entities and the difficulty of dealing with informal networks.

² Work initiated by Natural Contract Lab (Maria Lucia Cruz Correia, Margarida Mendes, Marine Calmet), in collaboration with the Réseau Enfants de la Terre, L'Association Les Amis des Oiseaux, le Podium Artistique, Al Moussanada Association, scenographers, activists, and local communities of Sejoumi.

In resonance with the multidisciplinary synergy claimed by M. Correia through an artistic consensus, Y. Turki calls for a continuum that aligns politics, academia, and activism equally. This involves proceeding, in line with his statement, through a «positive contamination.»

The debate expanded to the international stakes of such a situation, given that groundwater is inter-regional and does not adhere to conventional borders. This is the case with groundwater traversing Algeria, Libya, and Tunisia. There was

a discussion about the need to update/reexamine international conventions, and the example of the «Sidi Salem» dam, mentioned by R. Guefraj, should not be spared. Regarding the idea of the need for a universal agreement to regulate the water cycle, but especially on how to advocate for it, she argues that it would be more judicious to rely on the people's resistance (rather than international agreements). Putting pressure on Northern countries would be, if nothing else, to negotiate the cancellation of their debt.



3. An Ecological Crisis is also a Crisis of Sensitivity: Providing Visibility

Attuned to the diversity of plants and their resilience, Sabrina Issa, science historian, epistemologist and logician, who intervened on the second day of the workshop conference under the title «Nature in the City and Ancestral Practices in the City,» questions the conservation of botanicals and their adaptation in the city. Her scientific-artistic experiments aim to reveal that plants take control of the climate, and based on biological data collected from plants, communication takes shape between the city and the natural environment. Attentive to these phenomena, the artist's work is com-

mitted to making biological phenomena that escape us perceptible.

The artist, emancipating herself from the old Cartesian paradigm advocating for a «mastery of nature,» starts from a vision of nature in which it is primarily «a random environment, not to be mastered: it is what it is,» to use her expression. The ephemeral nature of it is as much taken into account as its random aspect. What interests the artist more precisely is the conditions of emergence of pioneer plants and their resilience.

Through her recent sound installations³, she establishes a «prismatic» relationship with things to expose a multitude of perspectives, to extract expressive forms, and give them the opportunity to express themselves. In her exploratory aspect, her ambition to make visible what the distracted gaze tends to ignore extends to an optical translation of the vision of insects and bees, where the goal is to reveal the colors of flowers destined for pollination⁴: the motivation being primarily, according to the artist, the «decentralization» of human perception by confronting it with other forms of perceptions that are different from ours, such as those of insects.

Furthermore, the artist's approach does not question so much the vital and aesthetic potential of plants as the «continuity of environments»⁵: she translates these phenomena through a format transposition, which she calls «transduction,» a concept according to which «the thing is not lost, it traverses us.» It is a matter of thwarting the expressiveness of organic pigment and exposing its aesthetic specificities, as seen in her series of photogravure *Senecio sp (2021)*⁶.

This practice has raised a series of questions, among which is how to reconcile «architectural aesthetics» and «vegetalization.»

If this question closely overlaps with the second axis of the workshops (Nature in the City), it is because the artist calls for rethinking a space where it is a question of combining two living environments in the wake of a multidisciplinary approach. Through what she calls «research restitutions,» the artist works in consultation with the collective LAAB⁷ - of which she is a part - to locate and identify sites. It is, therefore, the artists who invent and manage the art spaces to explore.

As much as M. Correia, waste management has sparked the artist's interest through the «El Msabb»⁸ project, which she discusses in her presentation. This artistic project involves redesigning a waste depot to transform it into a garden surrounded by some murals created by the project's initiator. The approach intersects with the terms of the debate in that it raises questions about how to develop a neighborhood from an urban perspective: how to

³ Concerto pour montée de sève, Experimental Site CEFÉ-CNRS, Puechabon Forest, LAAB, 2017

⁴ These works were exhibited as part of the Exposition Aéroport à insects, LAAB, Domaine Départemental de Restinclière, Prades-le-lez, 2019.

⁵ In this regard, the artist refers to the work "A Foray into the Worlds of Animals and Humans" by Jakob Von Uexküll, a German author from the 19th century.

⁶ Photogravure printed on 3 copies on Wenzhou Japanese paper, thermochromic black ink on photosensitive gold-yellow paper, 15x21cm, 35g.

⁷ Associative Laboratory of Art & Botany.

⁸ «El Msabb» is the title of the artistic project by Tunisian artist Atef Maatallah (2019), conceived and realized during his residency at L'Art Rue, as part of Dream City 2019 in Tunis.

deal with waste to generate pathways?
How to restore vitality to this place?

Naturally, such an approach, falling under the banner of «renaturing the city,» faces challenges related to its implementation in the relevant public space. In the context of El Msabb, Bilel Mekki, project manager on this creation and dramaturge at L'Art Rue, emphasizes the complexity of implementing such an initiative, whether with local authorities or in terms of the procedure related to identifying the relevant property owners. Also, among the constraints of such approaches are their conditions for duplication, or their viability

when water sources are limited. How to achieve this balance between the vegetal and the urban? How to ensure this equation without consuming a lot of water? The artist points out that some plants resist drought, and in desert environments, trees tend to grow more slowly.

In conclusion, the artist does not hesitate to clearly reveal the impact sought through her artistic projects: the ecological crisis, according to her, is inherently a crisis of sensitivity. «People no longer see biodiversity; even when we talk about it, we don't see it! In that case, how can we see the future?» she asserts.

Ateliers de la Ville Rêvée



4. Co-building with/for the People

The question of co-construction «with» or «for» the people was a recurring theme throughout the three days of workshops. A significant number of reflections were shared by the audience and speakers on this topic. Building with the people leads us to question what common imagination connects us, as the future is a shared projection, a collective representation. However, if the goal of this cohabitation between plants and humans inevitably relies on the need for expertise, what skills can be shared with the people to maintain

the plants? What kind of ongoing maintenance can ensure the sustainability of the cohabitation between humans and plants?

The idea of co-construction (with/for the people) is inseparable from the collectively adopted construction model that involves «living together» in a general sense. In this regard, two nuanced perspectives were formulated around the construction presumed to be «the most ecological»: while the first, expressed by one of the participants, argued for en-

ding the use of concrete by illustrating his point through the nomadic experience, the second, adopted by S. Issa, considers nomadism as an «extended sedentary lifestyle,» precisely calling to overcome this dualism (sedentary/nomadic). In her view, a building should last, minimizing construction. According to her, there is rigidity in our conception of concrete: it requires a concerted usage, and rather than thinking about durability and permanence, studying the specificity of territories is a priority. Thus, bringing flexibility and avoiding unilateral execution types remains the most credible approach for the artist.

In this sense, similar to the approach adopted by M. Correia mentioned earlier, co-designing with the local community is also about diversifying means of observation, supporting, and increasing the community's knowledge. This gives the artist's practice a political dimension that takes the form of advocacy, emerging from the local population⁹. The experience of the

«Agora» developed by the artist with river keepers in Portugal, involving the exchange of knowledge in different rivers and creating learning cycles from water, exemplifies this.

While the pillars of environmental justice remain social, political, and natural, both artists - S. Issa and M. Correia - rely on the connection with the local community and capitalize on their knowledge. Chiraz Gafseya (ONUS), on her part, discusses the rigidity of Public Institutions in this regard, which do not operate on a co-construction logic (with citizens). She asserts that consultation with the local population - especially when it comes to the redesign/development of public space - is crucial for the project's sustainability, even if it requires long-term effort and relatively lengthy procedures. It is about bringing out the needs of the residents without necessarily adopting the expert posture, in line with her statement: «They (the local population) are the experts (of their environment)!»

⁹ It is exemplified by the «letter with clay» implemented by M. Correia in her performance «Standing Waters», Tunis, 2022.



5. The Urbanism of the Living: Challenges & Limits

Y. Turki, in response and echoing the statements of S. Issa regarding the current housing situation in general, declares, «today, functionalism has taken over (...) humans have become the ultimate users of the city!». He situates the issue of the city and nature in its historical context to prove that the two have always evolved together. Indeed, «The Urbanism of the Living» resides, according to him, in this form of existence where the habitat zone and green spaces are intertwined. He even goes so far as to suggest that the decline of certain cities could be measured by the more or less elevated degree of their relationships with nature.

In the case of Tunisia, we present here some historical landmarks - excerpts from his presentation - tracing the evolution of the relationship with nature and the city: until the 19th century, only 12% of the national population lived in cities, and 80% lived in the countryside. The perception of nature was assimilated more as a «landscape,» as a place for entertainment/contemplation, and the first practices of walks/strolls (in the city) took place on Avenue Habib Bourguiba. However, this activity was reserved for foreigners; Tunisians themselves had no direct relationship with nature. Similarly, in places like Mahdia and Hammamet, the citadel

turned its back on nature. The regression of the relationship with green spaces began to gain momentum with the modernization of the Arab-Islamic city, projecting to extend the city to the countryside. That being said, the turning point is as follows: the peasant who had an «private» exterior becomes a resident of a city where the «exterior is public»: «in front of his house» is no longer considered a common living space, an exchange space, but rather the property of the regime in power. The result is a lack of perception and appropriation of the external space (of the house) that is missing from the user. For example, the researcher mentioned the Belvédère, which was pierced by a national road, as well as the Radès forest, which was crossed by the inter-municipal road from the South, or the elimination of the green corridor connecting Ennassr to Nahli.

Gradually, the situation worsens and becomes critical: there is a tendency to increase the surface area of habitat while keeping the natural elements as they are, to the point that trees are perceived and used as «residual spaces» rather than integral parts of green spaces. Even today, the problem is that we are building much more than our needs. Due to the growth of informal structures and clandestine developers, there is almost no room left for

public gardens. With the equipment grid, managing the coexistence of city/nature has become procedural. As for rehabilitation agencies, they operate in a logic of legitimizing their existence (keeping the salaries of their employees).

This critical situation, Y. Turki reminds us, is due to the evolution of the societal model in Tunisia. The national model relied on the broad character of Tunisian identity, a policy advocated by Habib Bourguiba. The urban space thus managed by the public authority led to an abundance of resources. It was not until 1970 that there was a change in the social and political model. A liberal system replaced the traditional model through the creation of organizations such as SMIT, SPROLS, land agencies, which enjoy a certain independence and mandates to build. In this case, AFH¹⁰, specifies Y. Turki, acts with a profit motive; it functions more like a business than as a common agent of public policy. Our professor poses the question: can the same instruments be perpetuated since the «Zneidi Regulation» was adopted in the 1960s?

This situation was nuanced by Salma Gharbi, an architect among the participants, who mentioned the case of El-Menzeh as an «ilôt de fraîcheur urbain»

- according to her words - as it has a relatively high percentage of green spaces compared to the rest of the region. Adopting the «Charter of Athens,» El-Menzeh's urban planning has, according to her, succeeded in reserving an acceptable space for vegetation despite everything.

Discussing possible solutions to address this situation, the debate turned to a discussion of the concept of a «shared garden» (an idea that emerged

from the European working class) and its relevance (or not) in Tunisia - shared by one of the participants as a recommendation. Aida Robbana from UNDP, working at the «Ali Belhouan Club,» supported this idea by mentioning the case of the king's vegetable gardens that shaped the narrative of the «Qsar Saada» Palace, as well as the Belvédère botanical garden. Indeed, the concept of a space where public and private intertwine appears to her as a viable avenue.



¹⁰ AFH is a public enterprise in charge of creating allotments and back up efforts to provide safe, healthy and harmonious urban environment.

6. Valuing and/or Resisting: The Aesthetic «Survival» of Resources in Peril

Drawing from the endangered resources of his hometown Gabès, Mohamed Amine Ben Hammouda, a Tunisian visual artist living and working in Gabès, extends a saving hand to what is threatened with disappearance by emphasizing its aesthetic potential. Using materials such as el Halfa, Jrid (palm leaves), fibers, etc., the artist advocates for a reconsideration of the Gabès Oasis - the most threatened in the entire Mediterranean - while highlighting the danger of the chemical industry that jeopardizes Gabès' biodiversity resources.

It is a direct critique of the current lifestyle of the Gabès community, which, according to the artist's observations, has undergone a radical change since the 1970s. For Mr. Amine Ben Hammouda, the object of the struggle is the state's policy in this matter and the system. The oasis culture is perceived by him as a laboratory allowing for research and reflection, seeking to politically involve public institutions in a critical situation. Through his artistic research, the artist poetically reveals the specificities of the plant resources of each region in the South (such as vege-

table silk, palm leaves, halfa, etc.), so precious for national agricultural production. The aesthetic cult of self-sufficiency and the valorization of local resources are thus the foundations of his work.

Public reactions focused on the inexplicable passivity of the state regarding the urgency of such a situation, considering that many complaint files have been filed with the IVD (Gabès), with no response from the relevant authorities. One of the questions also revolved around whether the state was preparing for the «post-phosphate» era. This was an opportunity for the artist to refine his message of protest conveyed through his work: for him, it is a call for factories to respect the health and safety standards and rights of workers. Faced with a situation of «collective normalization» with the situation, the most urgent, in his view, remains awareness and a call for massive mobilization.

The remarks of R. Guefraj on this subject supported those of the artist, stating that pollution is the main problem in Gabès. Indeed, she reminds us that state projects since 2012 - regarding the strategy of protecting the coastline from climate change - are based on poorly formulated pleas: the initiatives taken in this direction are unfortunately extremely slow and therefore do not succeed. There are different action timelines at play: between those of citizens, the state, and nature, harmonizing everything remains a complex equation.

In this axis of the debate, there was also discussion of phosphogypsum management, which, according to R. Guefraj, should be limited in production. The problem is complicated: phosphogypsum is dumped into the water, which produces sedimentation, which is a radioactive material. This substance is toxic and contaminates the air, harming the exceptional biodiversity ecosystem of the gulf. Desalination, according to her, is not the solution but rather one aspect of the problem.

Aymen Amaied, a research associate at the Arab Reform Initiative, will in turn address the question of food sovereignty by confronting it with the environmental and ecological issues debated throughout the workshops, focusing on access to local resources. Between «security» and «sovereignty» of food, there is, according to him, a certain nuance. In his view, the origin of the current crisis is mainly the result of the current economic system adopted in Tunisia. The main cause is that our current production system has turned away from ancestral practices to orient itself towards the global (capitalist) market. So far, agriculture remains in Tunisia, according to him, «a means for economic gain,» at a time when paradoxically, the highest percentage of production is ensured by practitioners of small-scale agriculture. Given this critical situation, the expert advocates a renewed interest in local seeds that remain reproducible, productive, and well-adapted to the Tunisian climate.

A. Amaied recalls the origins of the spread of hybrid seeds, which, for farmers of the time, presented an attractive offer, even though they were unaware of their specificities. Under the guise of better productivity, farmers discovered afterwards the lack of adaptation of these seeds to the Tunisian climate, but especially their impossibility of reproduction. This created a dependence on hybrid seeds, especially through the use of treatments and pesticides that filled this gap. Returning to local seeds held by «small farms» is therefore vital, according to the expert, as their genetic messages adapt even to drought.

The implicit divergence between the two notions of «food security» and «food sovereignty» that A. Amaied would like to clarify becomes apparent. While the former claims to satisfy citizens' needs through imports (thus bringing in foreign currency), the latter leans towards a perspective of producing local wheat, which, once well-developed, frees us from the need to import. The concept of «self-sufficiency» would, according to our speaker, be synonymous with «respect for resources,» inevitably leading to shorter production cycles. Prioritizing future generations in his vision and calling for emancipation from the presentism inherent in any mercantile mindset based on immediate satisfaction, the expert aligns closely with the artistic approach of Mohammed Amine Ben Hamouda, where the aesthetic valorization/care of the scarcity of certain natural materials remains the primary concern¹¹.

R. Ghofraj nuances these remarks by highlighting the risks and limits. Indeed, she considers that the use of local seeds has limits, given that cereals require a considerable amount of rainwater, a risky factor in current times (which could also lead to an increase in the price of wheat). On the other hand, there is a possible path if agricultural policy turns towards irrigation for seeds. Continuing with indigenous seeds, R. Ghofraj specifies that their productivity remains relatively low but capable of adapting to climate change. The question also remains about demand management: to what extent can we meet the needs of the current population? The discussion broadened with an intervention from one of the attendees, suggesting that the alternative would be an adaptability of national policy to more than one economic model; a mixture of «security» and «sovereignty,» ensuring that the latter does not hinder exchange and openness with partner countries.

A perspective on the agri-food crisis was provided by Haithem Guesmi, a researcher in Rural Policy and Peasant Struggle, and active within the Observatory of Food Sovereignty. His thesis suggests that the crisis is more about reproduction than production. In his view, national policy has invested too much in production, neglecting reproduction due to a «productivist» model. He often emphasizes that «the soil must remain usable after production.»

¹¹ Reference made to his project «Raghata, The Silk Road», 2022_2023

Taking the idea of returning to ancestral agricultural techniques mentioned by A. Amaied further, Guesmi specifies that it is not only a matter of «going back in time» but also a return to the same space (how to protect the land so that it can be reused?). What remains problematic in the current policy, according to him, is the lack of awareness campaigns: today, agriculture is not sufficiently supported by the state, and initiatives to plant wheat are often doomed to failure. This implies that labor, energy, and water are also factors in agricultural production that need to be considered.

Anissa Sfayhi, oceanographer and environmental consultant, provides additional technical insight into international standards, rights, and responsibilities of lenders regarding environmental protection, especially in urban development projects. In such cases, an impact study (before, during, and after the project) following an ISMS plan is required by experts. Examples of parameters include ensuring environmental protection, preventing child labor exploitation, ensuring community safety, enforcing the use of appropriate

helmets and shoes, establishing procedures for handling potential accidents, avoiding impacts on the surrounding population, curbing the influx of people into cities, and slowing rampant urbanization. According to the rules of PGES¹², as emphasized by A. Sfayhi, the conservation of nature in development projects falls under international regulations.

The city of Singapore is cited as an example of a smart city, optimizing energy resources by adapting public space functionalities to user flows. This involves urban roads, traffic lights adjusting to the number of cars, hospital bed dispatching by zone, green transport, the availability of bike lanes and trains to decongest the city, and more. A. Sfayhi uses this example to highlight the ecological foundations of the circular economy: choosing local materials to ensure sustainability.

However, the question of how to implement these smart projects in existing cities has raised concerns, especially from attendees like Max Agel, a history researcher. In response, A. Sfaihi recommends

data collection as an essential step, suggesting capitalizing on existing doctoral research in this direction. This involves data availability, network security, and technology ensuring communication between administrations.

The expert places communication between the state and the local population at the heart of its challenges, applicable even, in her view, to the current critical situation in Gabès. Finding the right synergy among people is crucial, given that techni-

cal expertise already exists. Furthermore, A. Sfayhi, strongly believing in governance and the fundamental role that national policy should play, considers that for land redistribution, it is necessary to respect the necessary steps: starting to work with farmers and supporting them, introducing seeds into specifications, ensuring diligent production monitoring, but above all, finding a strategy to motivate people to become farmers. The state, in her opinion, must play its role as a facilitator, ensuring that micro-actions can be easily duplicated.

¹² The development of the Environmental and Social Management Plan (PGES) aims to guide project activities to ensure that environmental and social issues are systematically considered and managed in all implemented activities.



7. Recommendations and Future Perspectives

Adnan El Ghali, reflecting on the devastating floods in Libya last September, posed a crucial question to the participants: «What solutions exist on any scale, at a time when global catastrophes have consequences that are more localized?» The tension between the «macro» (political, interregional, economic, etc.) and the «micro» (resource reduction, the need for prior knowledge, etc.) governs the entire range of discussions presented so far, leading to a considerable number of recommendations during the workshops, which we summarize as follows:

→ Given the fixed ecological data indicating a global water cycle (where the same amount of water has been on the planet forever), addressing drought and excessive flooding issues requires networking involving all countries worldwide. The «Paris Agreement (2015),» in this perspective, has limitations as no country can handle this crisis as an independent entity separate from the rest of the world.

→ Start with micro-actions, test them, and then study the conditions for their duplication.

→ Emphasize the importance of adopting «Nature-Based Solutions» (NBS) to increase the resilience of cities. To achieve water savings, promote agri-food production based on agro-ecology standards and tailored to citizens' needs. Accompanying farmers, reconsidering agricultural zoning, reducing illegal wells, implementing integrated water management, decentralizing water management in the tourism sector, and enforcing existing laws are essential. Concrete NBS solutions include creating artificial tides planted with reeds, filtering and treating water naturally (experience in Charfech at Sidi Thabet), granting water sanitation rights without compromising energy, renaturing structures, permeable roads, rethinking sidewalks, expanding green roofs, and restoring wetland areas.

→ Regularly inspect and maintain dams and carry out necessary dredging, particularly in the Tunisian context. The need for such measures became evident

due to vandalism after 2011 when the dam replacement project was discussed, caused by governance issues (such as the conflict zone in Libya at the time / Turkey disengaging without presenting clear reasons).

→ Establish a Water Protection Institution, especially in a country like Tunisia facing three consecutive years of drought.

→ Develop the concept of a polysemic public space, questioning how people live and interact together. Recreating new social relationships in public spaces, including concepts of «neighborhood» and «proximity,» could lead to new ways of living together.

→ Develop new modes of communication that are effective between different organizations and administrations, including bilateral collaboration between public institutions/agencies.

8. Conclusion

Considering the various reflections presented, the synergy between artistic expression on one side and the quantitative and empirical approach of experts and academics on the other, only reinforces the validity of the hypotheses raised regarding such collaboration. The debate has indeed spurred awareness, encouraging collective actions in response to the challenges posed by climate change.

solicit our smallest daily actions, artists concerned with climate and environmental issues exert cultural influence by creating works that shape attitudes and behaviors towards the environment. Integrating artistic and scientific perspectives, these interdisciplinary dialogues have led to in-depth approaches and visions, adding a new exploratory dimension to academic endeavors.

The artistic approach, although subjective, subtly operates in a field where local and global consciousness intersect, thus weaving unexpected connections between them. Artists contribute to translating a unique form of awareness of environmental issues at the local level while emphasizing their global relevance, fostering a global understanding of local problems. Faced with urgencies that

The sound installations and photo-gravures shared by S. Issa underscore this: combining artistic and academic knowledge, consciousness-raising proves inseparable from a certain awakening of human sensitivity. From the perspective of public dissemination of knowledge, artists can contribute to communicating environmental issues emotionally and psycho-affectively, allowing experts to broa-



den their scope of action and address problems with sensory and aesthetic awareness. Through the works of M. A. Ben Hamouda, a unique visual narrative accurately portrays the complex phenomena related to environmental urgencies. Highlighting a reflective aestheticization of local resources (specific to the Gabès region) in peril, these works possess a critical spirit related to the management of local environmental emergencies, encouraging citizen and political reflection.

Examining closely M. Correia's performances, it prompts a reconsideration of the modalities of involving local populations in environmental problems related to their living environment. Through immersive, solution-free approaches, artists engage with an attractive spirit of exper-

imentation regarding climate commitments, thereby encouraging ecological education and collective responsibility in daily life. By proposing tools to foster an affective appropriation of public space, artists can inspire and mobilize individuals through co-designed creative solutions, encouraging active participation and a change in behavior.

In essence, the combination of the scientific rigor of experts with the creativity of artists leads to innovative perspectives and increased awareness of environmental challenges. In this regard, the «Ateliers de Ville Rêvée» have been the subject of a genuine interdisciplinary dialogue that transcends the boundaries between art and science, allowing for a more holistic understanding of environmental issues.

Ateliers de la Ville Rêvée



Les Ateliers de la Ville Rêvée are organized by
L'Art Rue

L'Art Rue
الشارع فن

In cooperation with
the Heinrich Boll Stiftung Foundation (Tunis)

■■■■ HEINRICH BÖLL STIFTUNG
TUNISIE

With the support of
the Swedish Postcode and the DROSOS Foundation



drosos (...)

L'Art Rue
40, rue Kouttab Louzir
1000 médina de Tunis
www.lartue.org
@lartruetunisie
communication@lartue.org

Facebook: @LArtRueTunisie
Instagram: @lartruetunisie
Twitter: @LArtRueTunisie
Youtube: @L'Art Rue
Linkedin: @L'Art Rue - الشارع فن

Report written by
Hedi Khilil

Aisha Zaied
& Mariem Ketiti
Translation

Atelier Baudelaire
& Arp is Arp studio
Graphic design
& Art direction
(Camille Baudelaire
& Dimitri Charrel)

Abd El Kader Bouderbala
Graphic realisation

Photo credits
© Pol Guillard
(p. 50, 53, 56, 61, 65,
68, 71, 72, 78, 79, 82, 85)

